

# Programme de formation

A DESTINATION DES DIRIGEANTS, RESPONSABLES DES RESSOURCES HUMAINES  
ET TOUTE PERSONNE EN CHARGE DES QUESTIONS DE PERSONNEL

## Les Saisons du Social

L'occasion de faire le point des principaux textes et jurisprudences marquantes des trois derniers mois en droit du travail et de la sécurité sociale !

**Equipage**  
avocats

### Formation à LYON

animée par

**Hortense CHARIGNON,**

**Dorine GALLAND**

et

**Aurore PANAYE**

Avocats



### Détails pratiques

**4 sessions de formation  
d'une demi-journée par an**

- ◇ Présentation par un binôme d'animateurs
- ◇ Analyse des nouveautés et des changements que cela implique dans la gestion du personnel
- ◇ Échanges entre participants

**Le lieu : 50 rue de  
Marseille - 69007 LYON**

**Les horaires : de 9h00 à  
12h30**

# PROGRAMME

## I. ACTUALITÉ LÉGISLATIVE ET RÉGLEMENTAIRE

### 1. Apprentissage

- **Aide à l'embauche en contrat d'apprentissage**

*Décret n°2025-174 du 22 février 2025, JO du 23*

- **Cotisations sociales et CSG-CRDS**

*Loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 n°2025-199 du 28 février 2025, JO du 28*

- **Nouveau formulaire n°10103\*13**

### 2. Loi de finances 2025

*Loi n°2025-127 du 14 février 2025, JO du 15*

- **Rachat de jours**
- **Frais de transport domicile – lieu de travail**
- **APLD rebond**

### 3. Les petites actu'

- **Télétravail**

Allocation forfaitaire télétravail

*BOSS*

- **IJ Maladie**

*Loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 n°2025-199 du 28 février 2025, JO du 28*

- **Don de jours de repos**

*Décret n°2025-161 du 20 février 2025, JO du 21*

- **Avantage en nature « véhicule »**

*Arrêté du 25 février 2025, JO du 27*

- **Partage de la valeur**

*BOSS*

- **Nouveaux modèles d'avis (in)aptitude et d'attestation de suivi au 1<sup>er</sup> juillet 2025**

*Arrêté du 3 mars 2025, JO du 15*

### 4. Focus Harcèlement-enquête

- *Décision-cadre n°2025-019 du défenseur des droits*
- *Panorama des derniers arrêts*

## II. ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

### 1. RELATIONS INDIVIDUELLES

#### A. EXÉCUTION DU CONTRAT

- Une clause par laquelle le salarié s'engage à effectuer tout déplacement entrant dans le cadre de ses fonctions est-elle opposable au salarié ?

#### B. RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

- La présomption de démission d'un salarié protégé dispense-t-elle l'employeur de solliciter l'autorisation de l'inspecteur du travail ?
- L'excès de vitesse d'un salarié itinérant commis dans l'exercice de son activité professionnelle et ayant entraîné la suspension de son permis de conduire justifie-t-il son licenciement ?
- Le licenciement pour motif disciplinaire d'une salariée, pour avoir fumé du narguilé dans sa cabine, en présence d'une collègue enceinte, et obstrué le détecteur de fumée, au cours de la croisière organisée par l'employeur, est-il justifié ?
- Le salarié, licencié pour inaptitude d'origine professionnelle, peut-il prétendre au paiement de l'indemnité conventionnelle de préavis ?
- La contestation judiciaire de l'avis d'inaptitude par le salarié fait-elle obstacle à la notification son licenciement ?

### 2. RELATIONS COLLECTIVES

#### A. EGALITE DE TRAITEMENT

- Le maintien d'un avantage au profit des seuls salariés d'une entreprise absorbée, prévu par l'accord collectif de substitution, est-il présumé justifié ?

#### B. REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

- Au second tour des élections du CSE, peut-on autoriser le panachage des listes individuelles de candidats ?
- Quelles sont les modalités de désignation des membres de la CSSCT ?
- Le CSE doit-il être consulté sur l'introduction de nouvelles applications mettant en œuvre des procédés d'intelligence artificielle ?

\*\*\*